



DEMANDE D'ASSISTANCE JURIDIQUE CIVILE OU ADMINISTRATIVE

Assistance juridique
Case postale 3736
1211 GENEVE 3

Référence : AC/

A remplir par le requérant.

Veillez répondre précisément à chaque question (au besoin en marquant d'une croix la case correspondante), sans oublier de dater et signer la demande. Merçi d'écrire lisiblement.

Nom et prénoms : Sexe : M ' F '

Nom de naissance : Nationalité :

Domicile actuel (chez) :

Rue et N° :

N° postal et localité : Tél. privé :

Profession :

Etat civil : célibataire marié séparé divorcé veuf dès le :

Date et lieu de naissance :

Canton et commune d'origine (Etrangers, lieu d'origine) :

Proposition d'avocat :

Art. 16 al. 1 RAJ : «Le requérant doit produire l'accord de l'avocat».

A remplir par le service de l'assistance juridique :

Dépôt de la demande le :

Convoqué le :

Avocat, dès le :

.....
.....
.....

Décision, le : Communiquée le :

.....
.....
.....

Rappel de la teneur des art. 9 et 24 du Règlement sur l'assistance juridique du 18.03.1996 (E/2/8), sur **les obligations du requérant** :

- 9.1 Le requérant doit fournir les renseignements et les pièces nécessaires à l'appréciation des mérites de sa cause et de sa situation personnelle.
 - 9.2 Il doit, de même, justifier de sa situation financière. Il délie à cet effet tout établissement financier du secret bancaire et accepte que l'administration soit déliée du secret de fonction.
 - 9.3 Le requérant qui ne respecte pas ces obligations, ou qui ne fournit pas dans les délais impartis des renseignements ou des pièces qui lui sont réclamés, peut voir sa requête déclarée irrecevable.
 - 9.4 Le requérant qui, intentionnellement, fournit des renseignements incomplets ou inexacts, ou omet d'avertir les services d'une amélioration sensible de sa situation économique, est passible des peines de police. Les dispositions du code pénal demeurent réservées.
- 24.1 En cas d'irrecevabilité d'une requête d'assistance juridique, de refus d'octroi ou de révocation, un émolument de Fr. 300.- peut être mis à la charge du requérant en cas d'abus manifeste.

1. Exercez-vous une activité professionnelle ? oui non

- Si oui, laquelle : Tél. prof. :

Nom de votre employeur :

Adresse employeur :

- Si non, pourquoi ?
.....

2. Possédez-vous un ou plusieurs comptes bancaires, carnets d'épargne, comptes de chèques postaux, des actions, des créances hypothécaires, des droits d'usufruit, des bijoux, des tableaux ou d'autres objets de valeur ? oui non

- Si oui, veuillez détailler ces avoirs (numéros de comptes, etc.) et donner leur valeur en francs suisses :

.....

3. Possédez-vous des biens immobiliers (villas, maisons, appartements ou autres propriétés foncières), en Suisse ou à l'étranger ? oui ' non '

- Si oui, veuillez détailler ces avoirs et donner leur valeur en francs suisses :

.....

4. Possédez-vous un ou plusieurs véhicules (voitures, motos, camions, bateaux, etc.) ?
oui non

- Si oui, veuillez détailler ces véhicules (marque, modèle, année) et donner leur valeur en francs suisses :

..... Fr.

..... Fr.

5. Vivez-vous seul ? oui non

- Si non, veuillez donner les renseignements suivants sur la (les) personne(s) avec qui vous faites ménage commun :

Nom et prénom	Date de Naissance	Lien de parenté	Fortune, pension aliment. reçue, revenu mensuel net revenu mensuel net
.....	Fr.
.....	Fr.
.....	Fr.

6. Avez-vous des dettes ? oui non

- Si oui, veuillez donner les renseignements suivants :

Nom du créancier	Montant total de la dette	Remboursement mensuel	Motif de la dette
.....	Fr.....	Fr. ....	.....
.....	Fr.....	Fr. ....	.....
.....	Fr.....	Fr. ....	.....

7. Avez-vous déjà fait une demande d'assistance juridique ? oui non

- Si oui, veuillez donner la référence du dossier et l'année :

8. Sollicitez-vous l'assistance juridique pour un procès civil administratif en cours
à venir ou pour un conseil juridique

- S'il s'agit d'un procès, êtes-vous demandeur ou défendeur

- Si le procès est en cours, veuillez donner le nom du tribunal chargé du dossier et le numéro de la cause :
.....

- S'il s'agit d'une procédure pénale, êtes-vous partie civile ou inculpé

Veuillez donner le numéro de procédure : P/

9. Veuillez décrire précisément le procès (notamment, le nom de la partie adverse, les motifs et vos conclusions ou le conseil juridique désiré) :

.....

- S'il s'agit d'un divorce, veuillez donner le revenu mensuel net (13^{ème} salaire et gratifications compris) et l'état de fortune de l'époux :

.....

Listes des ressources financières mensuelles	Sommes en francs suisses	A laisser en blanc
Salaire mensuel net du (de la) requérant(e)
Salaire mensuel net du conjoint (en cas de ménage commun)
Allocations familiales
Indemnités journalières (chômage, assurances, etc.)
Pensions alimentaires
Rentes AVS, AI, CNA ou autres
Aides financières (OAPA, Hospice général, etc.)
Autres ressources (indiquez la nature)

Liste des dépenses mensuelles :		
Loyer (avec les charges)	.....	.....
Assurance-maladie, -accident, -vie, -perte de gain.	.....	.....
Pensions alimentaires	.....	.....
Impôts	.....	.....
Dettes	.....	.....
Saisies de l'Office des poursuites	.....	.....
Autres dépenses nécessaires (indiquez la nature)	.....	.....

Afin d'établir la véracité de vos déclarations, vous devez obligatoirement joindre tous les justificatifs nécessaires, notamment les photocopies :

- de votre dernière fiche de salaire, des rentes, indemnités journalières ou aides reçues, des récépissés de paiement du loyer, des assurances-maladie et des impôts, du procès-verbal de saisie, bilan d'activité, relevés bancaires (actuel et de l'année passée), de votre dernier bordereau d'impôts et de l'avis de taxation y relatif.

Lieu et date

SIGNATURE